



CHAPITRE 127

Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur

[Sanctionnée le 16 mai 1968]

CHAPTER 127

An Act to amend the Act to incorporate l'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur

[Assented to 16th May 1968]

Preamble.

ATTENDU que la corporation connue sous le nom de « L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur » a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle a été constituée par la loi 12 George VI, chapitre 86;

Que, depuis la passation de cette loi, la congrégation de l'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur, ci-après appelée « la congrégation », a constaté que les pouvoirs de la corporation ne sont pas suffisants pour la réalisation de ses oeuvres;

Qu'il serait opportun de définir et de changer certains de ses pouvoirs;

Que la corporation constituée par la loi 12 George VI, chapitre 86, a consenti à la présentation de la pétition par une résolution de son conseil;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit aux demandes contenues dans cette pétition;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1948, c. 86, aa. 1-16, remp.

1. Les articles 1 à 16 de la loi 12 George VI, chapitre 86, sont remplacés par les suivants:

Corporation constituée.

« 1. La corporation déjà existante sous le nom de « L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur », ci-après appelée « la corporation », a pour nom « L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur »,

Nom.

Preamble.

WHEREAS the corporation called "L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur" has by its petition represented:

That it was incorporated by the act 12 George VI, chapter 86;

That since the passing of such act, the congregation called "L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur", hereinafter called "the congregation", has found that the powers of the corporation are not sufficient for the carrying out of its works;

That it would be expedient to define and change certain of its powers;

That the corporation constituted by the act 12 George VI, chapter 86, has consented, by a resolution of its council, to the presentation of the petition;

Whereas it is expedient to grant the prayers contained in such petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Sections 1 to 16 of the act 12 George VI, chapter 86, are replaced by the following:

1948, c. 86, ss. 1-16, replaced.

"1. The corporation already existing under the name of "L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur", hereinafter called "the corporation" shall have the name of "Daughters of Reparation of The Name."

Incorporation.

Name.

en français, et « Daughters of Reparation of The Divine Heart », en anglais.

Divine Heart" in English and "Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur" in French.

Siège social.

« 2. Le siège social de la corporation est en la ville de Montréal.

"2. The corporate seat of the corporation shall be in the city of Montreal. Corporate seat.

Membres.

« 3. Les personnes qui sont ou deviendront membres de la congrégation sont membres de droit de la corporation.

"3. The persons who are or shall become members of the congregation shall be members of right of the corporation. Members.

Fins.

« 4. Les fins de la corporation sont la religion, la charité, le bien-être et l'éducation.

"4. The objects of the corporation shall be religion, charity, welfare and education. Objects.

Pouvoirs.

« 5. La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et peut spécialement:

"5. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and may, in particular: Powers.

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

(a) have a seal and alter it at will;

b) ester en justice;

(b) appear before the courts;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute oeuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

(c) acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking related to its objects;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des résidences de religieuses, juniorats, scolasticats, noviciats, chapelles, lieux de retraite, salles publiques, secrétariats sociaux, services sociaux, foyers, maisons de repos, centres récréatifs, colonies de vacances, bibliothèques, patronages, cercles d'études, terrains de jeux, maternelles, jardins d'enfants, instituts familiaux, écoles d'arts familiaux, écoles d'auxiliaires sociaux, maisons ou oeuvres d'éducation, d'enseignement ou de bien-être sous toutes ses formes et autres oeuvres de même nature, ainsi que des infirmeries conformément aux dispositions du paragraphe a de l'article 1 de la Loi des hôpitaux;

(d) acquire, establish, possess, maintain, administer and manage residences for nuns, juniorates, scholasticates, novitiates, chapels, retreats, public halls, social secretariats, social services, homes, rest homes, recreational centres, summer camps, libraries, patronages, study clubs, playgrounds, kindergartens, family institutes, domestic science schools, schools for social workers, houses or works for education, teaching and welfare in all its aspects and other works of the same kind, as well as infirmaries in conformity with the provisions of paragraph a of section 1 of the Hospitals Act;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

(e) bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;

(f) borrow money on its credit by any method recognized by law;

g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou grever d'une autre charge ses biens meubles pour assurer le remboursement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

(g) hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property to secure the repayment of its loans or the carrying out of its obligations;

h) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

(h) issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

i) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents ou futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (Statuts refondus, 1964, chapitre 275) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

k) aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une des siennes ou toute corporation constituée en vertu des dispositions de l'article 23 de la présente loi, lui céder tout bien, gratuitement ou non, lui faire des prêts, cautionner ou garantir ses obligations ou engagements;

l) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer, louer et aliéner tous biens, meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre;

n) établir et maintenir des cimetières et ériger des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, de ses bienfaiteurs ou de toute personne liée à la corporation par quelque relation, en se conformant à la Loi des inhumations et exhumations (Statuts refondus, 1964, chapitre 310) et faire tenir les registres de l'état civil constatant ces inhumations et exhumations par le ministre du culte désigné par le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain du diocèse où se trouve le siège social de la corporation;

o) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et tous ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, qu'il s'agisse d'immeubles dont la corporation est propriétaire ou d'immeubles dont elle a seulement la jouissance et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de ces ouvrages et constructions;

(i) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immoveable property, present or future, to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 275) or any act that may replace it;

(j) invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

(k) assist any person pursuing any object similar to one of its own or any corporation constituted under section 23 of this act, cede any property gratuitously or not and lend money to such person or corporation and secure or guarantee the obligations and commitments of such person or corporation;

(l) accept any gift, legacy or other liberality;

(m) acquire, possess, administer, lease and alienate any moveable or immoveable property, by all legal methods and under any title;

(n) establish and maintain cemeteries and erect vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members, benefactors or any person connected in any way with the corporation, in conformity with the Burial Act (Revised Statutes, 1964, chapter 310) and cause to be kept the registers of civil status for such burials, and disinterments, by the minister of religion designated by the clergyman acting as Roman Catholic bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated;

(o) erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its objects whether they are immoveables owned by the corporation or those of which it has the enjoyment only, and contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

p) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien de ses membres, des personnes à son service et de celles qui ont quelque relation avec elle;

q) céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie de ses entreprises et oeuvres gratuitement ou en disposer ou les vendre pour toute considération jugée appropriée;

r) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à favoriser la poursuite de ses fins, les mettre en oeuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

s) demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes pouvant nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

t) conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des oeuvres ou des opérations pouvant lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation, ou devenir actionnaire de toute compagnie poursuivant des entreprises ou activités pouvant l'aider dans la mise en oeuvre de ses pouvoirs;

u) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des oeuvres en relation avec ses fins;

v) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.

(p) provide for the education, instruction, sustenance and support of its members, of persons in its service, and of those connected with it;

(q) cede or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works gratuitously, or dispose of or sell the same for any consideration deemed sufficient;

(r) make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its objects, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

(s) solicit, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

(t) make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or operations which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for any other similar purposes; join any group or become a member of any association or corporation or become a shareholder of any company pursuing undertakings or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

(u) associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

(v) do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

Immeubles non utilisés.

« 6. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

“6. The corporation must dispose, within a reasonable time, of immovables which, for a period of seven consecutive years, have not been used for the pursuit of its objects. Immoveables not utilized.

Réglementation.

« 7. La corporation peut établir, modifier et abroger des règlements concernant:

a) sa régie interne;

b) la nomination, les fonctions, les devoirs et les pouvoirs de ses officiers, agents et serviteurs.

“7. The corporation may make, amend and repeal by-laws respecting: By-laws.

(a) its internal management;

(b) the appointment, functions, duties and powers of its officers, agents and servants.

Fonda-
tions.

« 8. La corporation peut accepter des fondations pour fins religieuses, charitables, éducatives ou d'assistance et, conséquemment, recevoir, comme dépositaire, fiduciaire, légataire ou donataire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

Patri-
moine
distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré individuellement et pour lequel une comptabilité distincte doit être tenue. La corporation exerce sur chacun de ces patrimoines les droits d'un propriétaire.

Dots.

« 9. Les dots constituées par ses membres ou pour eux sont considérées comme des fondations faites sous le régime de l'article 8, tant qu'elle ne sont pas devenues la propriété définitive de la corporation.

Change-
ment de
nom, etc.

« 10. La corporation peut, avec l'approbation du secrétaire de la province, changer son nom ou l'endroit de son siège social dans la province; un avis de tel changement est publié dans la *Gazette officielle de Québec*. Ce changement entre en vigueur le soixantième jour suivant sa publication.

Fonds
d'amor-
tissement.

« 11. La corporation doit établir un fonds d'amortissement pour toutes ses émissions de bons ou d'obligations qui ne sont pas payables par annuités.

Copie de
tout acte
de fiducie.

La corporation doit conserver à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; tout intéressé, à l'occasion et sans frais, peut consulter cette copie et en prendre extrait.

Activités
des postu-
lantes,
etc.

« 12. Les postulantes, les novices ou les professes de la congrégation peuvent mettre leurs activités au service de la corporation ou de toute corporation constituée en vertu des dispositions de la présente loi et en arrêter les conditions par une convention qui produit ses effets, nonobstant toute loi contraire, tant qu'el-

Endow-
ments.

« 8. The corporation may accept endowments for religious, charitable, educational or welfare purposes and accordingly receive, as depositary, trustee, legatee and donee the property given or transmitted by gift, will or otherwise by the donor and bind itself, as such, to carry out the charges established by the donor, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its own assets.

Distinct
patri-
mony.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately and for which separate accounts shall be kept. The corporation shall exercise the rights of an owner in respect of each such patrimony.

Settle-
ments.

« 9. Settlements constituted by or for its members shall be considered as endowments made under section 8, as long as they have not become the permanent property of the corporation.

Change of
name, etc.

« 10. With the approval of the Provincial Secretary, the corporation may change its name or the place of its corporate seat in the Province; notice of such change shall be published in the *Québec Official Gazette*. Such change shall come into force on the sixtieth day after its publication.

Sinking-
fund.

« 11. The corporation must establish a sinking-fund for all issues of its bonds or debentures not payable by annual instalments.

Copy of
trust
deed.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party, and any person interested may refer to such copy and make extracts therefrom at any time and without cost.

Activities
of postu-
lants, etc.

« 12. The postulants, novices or professed nuns of the congregation may engage their activities in the service of the corporation or of any corporation constituted under this act and establish the conditions thereof by an agreement which shall have effect, notwithstanding any law to the contrary, as long as they

les restent postulantes, novices ou professes de la congrégation.

remain postulants, novices or professed nuns of the congregation.

Désignation des membres.

« 13. Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné sous le nom qu'il porte en religion.

“13. Any member of the corporation may designate herself and be designated by the name she bears in religion.

Designation of members.

Demande de dissolution par membre prohibée, etc.

« 14. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution ni réclamer de la corporation ou de toute corporation constituée en vertu des dispositions de la présente loi, même s'il cesse d'en être membre, aucune compensation pour le travail accompli au service de l'une ou de l'autre.

“14. No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it, or from any corporation constituted under this act, even on ceasing to be a member thereof, any compensation for work done in the service of either.

Members' rights restricted.

Représentation des membres par la corporation.

« 15. La corporation représente ses membres et peut, en son nom mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité:

“15. The corporation represents its members and may, in its name but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity:

Corporation represents members.

a) exercer en justice leurs recours qui n'ont pas été institués;

(a) exercise their judicial recourse when proceedings have not already been instituted;

b) de sa propre autorité, en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux, malgré leur capacité de la continuer.

(b) of its own motion and at any stage of the proceedings, continue any suit commenced by them, despite their capacity to continue the same.

Recours.

La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours prévus par la loi au cas de décès accidentel d'un de ses membres.

The corporation may also exercise for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, the recourses provided by law in case of the accidental death of any of its members.

Certain recourses.

Conseil d'administration.

« 16. Les pouvoirs de la corporation sont exercés par son conseil d'administration.

“16. The powers of the corporation shall be exercised by its board of management.

Board of management.

Idem.

Le nombre, les qualités requises, la nomination, l'élection, la durée des fonctions, les pouvoirs et les devoirs des membres de ce conseil sont déterminés par les règlements de la corporation.

The number, qualifications required, appointment, election, term of office, powers and duties of the members of such board shall be determined by the by-laws of the corporation.

Idem.

Membres continués en office.

« 17. Les membres actuels du conseil général de la congrégation sont les membres du conseil d'administration de la corporation, jusqu'à ce qu'un conseil d'administration soit en fonction, conformément aux règlements qui seront adoptés par la corporation.

“17. The present members of the general council of the congregation shall be the members of the board of management of the corporation until a board of management is in office in accordance with the by-laws to be made by the corporation.

Members continued in office.

Enregistrement.

« 18. La corporation doit produire, au greffe de la Cour supérieure dans le district où se trouve son siège social, une déclara-

“18. The corporation shall file in the office of the Superior Court in the district where its corporate seat is situated a

Registration.

tion contenant les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 1 de la Loi des déclarations des compagnies et sociétés (Statuts refondus, 1964, chapitre 272); la corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés à l'article 2 de cette loi.

declaration containing the information provided for in subsection 2 of section 1 of the Companies and Partnerships Declaration Act (Revised Statutes, 1964, chapter 272); the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in section 2 of that act.

Registres.

« 19. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant :

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements adoptés en vertu des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les nom, prénoms, nationalité et domicile de chaque membre de la corporation, en indiquant pour chacun son nom en religion, la date de son admission dans la corporation et celle où il a cessé d'en être membre;

d) les nom, prénoms et occupation de chaque membre de son conseil d'administration, en indiquant pour chacun la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'occuper cette fonction;

e) un résumé des dispositions des fondations acceptées sous le régime de l'article 8;

f) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles en indiquant pour chacune le principal, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

Force probante.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits revêtus du sceau de la corporation et certifiés par son secrétaire.

Consultation, etc.

Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, un extrait certifié.

Certificat de membre.

« 20. Un certificat du chancelier du diocèse comprenant dans ses limites l'endroit où est situé le siège social de la corporation constitue pour toutes fins la preuve qu'une personne est membre de la corporation, fait partie de son conseil d'administration ou occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

Dissolution.

« 21. À la requête de la corporation, le secrétaire de la province peut la déclarer

« 19. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing :

- (a) a copy of this act;
- (b) the by-laws made in virtue of the powers conferred by this act;
- (c) the surname, given names, nationality and domicile of every member of the corporation indicating, as regards each, her name in religion, the date of her admission to the corporation and the date when she ceased to be a member thereof;

(d) the surname, given names and occupation of every member of its board of management indicating, as regards each, the date of her entry into office and the date when she ceased to hold it;

(e) a summary of the provisions of the endowments accepted under section 8;

(f) the debts secured by hypothec on its immovables, indicating for each the principal, a summary description of the immovables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts under the seal of the corporation and certified by its secretary.

Any person interested may consult them and obtain a certified extract therefrom at his own expense.

« 20. A certificate of the chancellor of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated shall constitute proof for all purposes that a person is a member of the corporation or a member of its board of management or holds an office contemplated by this act or the by-laws of the corporation.

« 21. Upon petition by the corporation, the Provincial Secretary may declare

dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du soixantième jour qui suit la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dévolu-
tion des
biens.

Au cas de dissolution, les biens de la corporation, après paiement de ses dettes et exécution de ses obligations, sont dévolus à l'évêque catholique romain du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation.

Donations
autori-
sées.

« 22. Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à consentir et à faire à la corporation les donations qu'elles jugent convenables et à en acquitter les considérations, pour aider à défrayer le coût de construction et d'entretien de ses établissements, dépendances et succursales, et ce, par résolution adoptée à la majorité des administrateurs présents à une assemblée convoquée à cette fin, pourvu qu'il y ait quorum.

Forma-
tion de
corpora-
tions sub-
sidiaries.

« 23. 1. Sur présentation d'une requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant en corporation, pour l'une ou plusieurs des fins mentionnées à l'article 4, toute maison, province, conseil, comité, titulaire, organisme ou oeuvre de la congrégation. La requête doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres ou de son unique membre, de ses administrateurs et, s'il y a lieu, de son visiteur.

Avis.

2. Un avis de la délivrance de ces lettres patentes est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Pouvoirs.

3. Une corporation ainsi constituée a, entre autres pouvoirs, ceux d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau de la province.

Modifica-
tions des
fins, etc.

4. À la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de cette corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice

it dissolved; such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Québec Official Gazette*.

In case of dissolution the property of the corporation, after payment of its debts and the carrying out of its obligations, shall revert to the Roman Catholic bishop of the diocese in which the corporate seat of the corporation is situated.

Rever-
sion of
property.

« 22. Notwithstanding any contrary or incompatible provision, corporations constituted under the laws of the Province are authorized to grant and to make to the corporation such gifts as they deem expedient and to pay the proceeds thereof to help defray the cost of construction and maintenance of its establishments, dependencies and branches, and this by resolution passed by a majority of the directors present at a meeting called for the purpose, provided that there be a quorum at such meeting.

Gifts by
corpora-
tions.

« 23. (1) Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may issue, on such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province incorporating, for one or more of the purposes mentioned in section 4, any house, province, council, committee, officer, board or undertaking of the congregation. The petition shall state the name of the new corporation, its purposes or objects, the location of its corporate seat, the powers, rights and privileges which it shall enjoy and the rules for the exercise of its powers and the appointment of its members, its sole member, its directors and, if need be, its visitor.

Incorpo-
ration of
subsid-
iaries.

(2) Notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Québec Official Gazette*.

Notice.

(3) A corporation so created shall have, among other powers, those of a corporation constituted by letters patent under the Great Seal of the Province.

Powers.

(4) Upon petition by a corporation constituted under this section, the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation as well as the rules established for the exercise thereof,

Amend-
ment of
objects,
etc.

et changer son nom où l'endroit de son siège social dans la province. Un avis de la délivrance de ces lettres patentes supplémentaires est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dissolu-
tion.

5. Sur présentation d'une requête d'une corporation constituée en vertu du présent article, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute et cette dissolution ne prend effet que le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dévolu-
tion des
biens.

6. Au cas de dissolution, les biens de la corporation dissoute sont dévolus, après paiement de ses dettes et exécution de ses obligations, à la corporation constituée par la présente loi.

Succes-
sion.

« 24. À la requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, par les lettres patentes constituant une corporation sous le régime de l'article 23, décréter que cette corporation succède à une corporation alors existante, et déclarer cette dernière éteinte, pourvu que cette dernière y ait consenti par résolution de son ou de ses administrateurs ou de ses membres, selon le cas.

Idem.

À la requête d'une corporation constituée sous le régime de l'article 23, le lieutenant-gouverneur peut édicter une disposition semblable en faveur de la corporation requérante et la faire succéder à une corporation semblable qui a donné son assentiment par son administrateur ou ses administrateurs.

Transfert
des droits,
etc.

La corporation qui succède à la corporation éteinte est saisie de tous ses droits, biens et privilèges et est tenue de ses obligations, de la date d'émission de ces lettres patentes; toute disposition de biens faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation qui lui succède et toute procédure commencée ou qui aurait pu l'être par ou contre cette corporation éteinte peut être valablement commencée ou continuée, selon le cas, par la corporation présentement constituée ou contre elle.

Enregis-
trement.

La corporation qui succède doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement, aux bureaux d'enregistrement des circonscriptions où sont situés les immeubles, une déclaration faisant connaître

and change its name or the location of its corporate seat in the Province. Notice of the issuing of such supplementary letters patent shall be published in the *Québec Official Gazette*.

Dissolu-
tion.

(5) Upon petition by a corporation incorporated under this section, the Provincial Secretary may declare it dissolved and such dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Québec Official Gazette*.

Rever-
sion of
property.

(6) In case of dissolution, the property of the dissolved corporation, after the payment of its debts and the carrying out of its obligations, shall revert to the corporation constituted by this act.

Succes-
sion.

"24. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor, by the letters patent constituting a corporation under section 23, may declare that such corporation succeeds a corporation then existing, and declare the latter dissolved, provided that the latter has consented thereto by resolution of its director or directors or of its members, as the case may be.

Idem.

Upon petition by a corporation constituted under section 23, the Lieutenant-Governor may enact a similar provision in favour of the corporation which made the petition and cause it to succeed a similar corporation which has consented thereto by its director or directors.

Transfer
of rights,
etc.

The corporation succeeding the corporation dissolved shall be seized of all its rights, property and privileges and bound by its obligations from the date of issue of such letters patent; any disposition of property made in favour of the corporation dissolved shall be considered as made to the corporation succeeding it and all proceedings commenced or that might have been commenced by or against such corporation dissolved may validly be commenced or continued, as the case may be, by or against the corporation hereby constituted.

Registra-
tion.

The succeeding corporation shall cause to be registered in conformity with the laws of registration, at the registry offices of the places where the immovables are situated, a declaration showing the trans-

la transmission des immeubles résultant de la présente loi et des dispositions de ses lettres patentes et décrivant, suivant la loi, les immeubles ainsi transmis.

mission of immoveables resulting from this act and from the provisions of its letters patent and describing according to law the immoveables so transmitted.

Corporation pour exploiter hôpital.

« 25. 1. Sur présentation d'une requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant une corporation aux fins de posséder, maintenir et exploiter un hôpital. La requête doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres et de ses administrateurs.

“25. (1) Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may issue, upon such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province constituting a corporation for the purpose of owning, maintaining and operating a hospital. The petition shall state the name of the new corporation, its purposes or objects, the location of its head office, the powers, rights and privileges which it shall enjoy and the rules for the exercise of its powers and the designation of its members and directors.

Avis.

2. Un avis de la délivrance de ces lettres patentes est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

(2) Notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Québec Official Gazette*.

Pouvoirs.

3. Une corporation ainsi constituée a les pouvoirs d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau de la province.

(3) A corporation so constituted shall have the powers of a corporation constituted by letters patent under the Great Seal of the Province.

Modification des fins, etc.

4. À la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de cette corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice et changer son nom ou l'endroit de son siège social dans la province. Un avis de la délivrance de ces lettres patentes supplémentaires est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

(4) Upon petition by a corporation constituted under this section, the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation as well as the rules established for their exercise and change its name or the location of its corporate seat in the Province. Notice of the issuing of such supplementary letters patent shall be published in the *Québec Official Gazette*.

Dissolution.

5. Sur présentation d'une requête d'une corporation constituée en vertu du présent article, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute aux conditions qu'il détermine et cette dissolution ne prend effet que le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

(5) Upon petition by a corporation constituted under this section, the Provincial Secretary may declare it dissolved on such conditions as he shall determine, and such dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of a notice to such effect in the *Québec Official Gazette*.

Dispositions applicables.

Toutes les dispositions actuelles et futures de la Loi des hôpitaux, des règlements faits en vertu de cette loi et de leurs modifications, s'appliquent à toute corporation constituée en vertu du présent article et une telle corporation ne doit pas y déroger.

All the present and future provisions of the Hospitals Act, of the regulations made thereunder and of their amendments, shall apply to any corporation incorporated under this section and no such corporation shall derogate therefrom.

Dispositions sauvegardées.

« 26. Aucune disposition de la présente loi ne déroge aux dispositions de la Loi des

“26. No provision of this act shall derogate from the provisions of the

Corporation to operate a hospital.

Notice.

Powers.

Amendment of objects, etc.

Dissolution.

Provisions to apply.

Provisions safeguarded.

hôpitaux, de la Loi de l'assurance-hospitalisation et des lois qui régissent l'exercice de la médecine, de l'art dentaire et de la pharmacie, ni aux règlements faits en vertu de ces lois, et les pouvoirs accordés par la présente loi doivent être exercés conformément à ces dispositions et règlements.

Applica-
tion.

« 27. Les pouvoirs de la corporation doivent être exercés conformément aux dispositions des lois et règlements régissant l'éducation en autant que ces lois et règlements lui sont applicables. ».

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Hospitals Act, the Hospital Insurance Act, the laws governing the practice of medicine, dentistry or pharmacy or the regulations made under such laws or acts and the powers granted by this act shall be exercised subject to such provisions and regulations.

Applica-
tion.

"27. The powers of the corporation shall be exercised in conformity with the laws and regulations governing education in so far as such laws and regulations apply to it."

Coming
into force.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.